



| | |
|------------------------------------|---|
| Texte n°98-186 - E/3 - (H. 0) | SECTEUR TRANSIT : TRANSIT INTERNATIONAL ROUTIER |
| Texte n°98-187 - E/3 - (F. 2181) | Colis postaux et envois de la poste aux lettres |
| Texte n°98-188 - RR Reims - (C. 7) | Vente en douane du 5 novembre 1998 |

| | |
|--|--|
| <p><i>Bulletin officiel des douanes</i></p> <p>SECTEUR TRANSIT</p> <p>—————</p> <p>TRANSIT COMMUNAUTAIRE/COMMUN</p> <p>TRANSIT INTERNATIONAL ROUTIER</p> <p>BOD abrogé par BOD n°6342 et 6377</p> | <p>BOD n° 6297 du 14 octobre 1998 texte n° 98-186 nature du texte : DA du 7 octobre 1998 classement : H.0 RP : bureau : E/3 nombre de pages : 9 diffusion : NOR : BUD D 98.00186 S mots-clés : TC/TIR</p> |
| <p>Date d'entrée en vigueur du texte : immédiate</p> <p>Date de caducité du texte :</p> <p>Référence : Convention TIR de 1975</p> <p>Texte abrogé :</p> <p>Textes modifiés :</p> <p>- Texte n° 98-132 du 30 juin 1998, BOD n° 6273 du 13 juillet 1998. - Texte n° 98-146 du 28 Juillet 1998, BOD n° 6279 du 4 août 1998</p> | |

Le service et les usagers sont informés des modifications suivantes concernant la procédure de transit communautaire/commun :

I - Organisme allemand habilité à délivrer les titres de garantie forfaitaire

Les coordonnées de l'organisme allemand BGL ont été modifiées :

La liste reprise en **annexe I du présent texte** doit être insérée en lieu et place de l'annexe VIII, page 88, du texte n° 98-[132](#) du BOD n° [6273](#) du 13 juillet 1998.

II - La liste des représentants nationaux d'Intercontainer

La liste inscrite en annexe XV, pages 101 et 102, du texte n° 98-[132](#), BOD n° [6273](#) du 13 juillet 1998 "Les régimes suspensifs de transit" doit être remplacée par la liste reprise en **annexe II du présent texte**.

III - Suspension temporaire de la garantie globale. Mesures prises par l'Allemagne

La page 39 du texte n° 98-[132](#) du BOD n° [6273](#) du 13 juillet 1998 doit être remplacée par l'**annexe III du présent texte**.

IV - Transit Commun. Cas particulier : transit commun par la voie maritime

La page 53 du texte n° 98-[132](#) du BOD n° [6273](#) doit être remplacée par l'**annexe IV du présent texte**.

III - Parties contractantes à la Convention TIR

La liste des parties contractantes à la Convention TIR et des pays avec lesquels peut être établie une opération TIR, reprise en **annexe V**

du présent texte, annule et remplace celle mise en annexe I page 3 du texte n° 98-146 du BOD n° 6279.

Note : Les associations garantes des pays avec lesquels ne peut être établie une opération TIR n'ont qu'un rôle d'information. Elles ne garantissent pas les opérations TIR. Il n'est donc pas possible d'établir des carnets TIR à destination de ces pays.

ANNEXE I

La liste publiée ci-dessous contient les garants établis dans les Etats membres de la Communauté, dans les pays de l'AELE et habilités à délivrer des titres de garantie forfaitaire en matière de transit communautaire/commun.

| ETAT | Coordonnées de l'organisme émetteur | Date de l'autorisation | Observations |
|-----------|---|------------------------|-------------------------------------|
| ALLEMAGNE | Bundesverband Güterkraftverkehr und Logistik (BGL) e V. Breitenbachstrasse ,1 60487 Frankfurt am Main | 22.07.1994 | |
| BELGIQUE | S.A Kredithank rue d'Arenberg, 7, 1000 Bruxelles | 23.12.1980 | Bruxelles (entrepôt) (1 er bureau) |
| | S.A Société générale de banque, Montagne-du-parc, 3, 1000 Bruxelles | 09.01.1991 | Bruxelles (entrepôt) (1 er bureau) |
| | Antwerpse Diamanthank, N.V Pelikaanstraat 54, 2000 Anvers | 22.12.1981 | Anvers (entrepôt) (2 ème bureau) |
| | ABN Amro Bank N.V, (België) N.V, Boulevard du régent 53, 1000 Bruxelles | 23.10.1991 | Anvers (entrepôt) (2 ème bureau) |
| DANEMARK | Dansk Speditørforening, Scandiagade 15, 2450 Kobenhavn SV | 28.06.1996 | |
| FRANCE | Etoile commerciale, 44 av Georges Pompidou, 92305 Levallois Perret | 03.01.1996 | |
| | Compagnie Générale de Garantie, 10, rue Chaussat, 75009 PARIS | 15.06.1990 | |

ANNEXE II : 1 / 2

ANNEXE III

b) mesures prises par l'Allemagne

Depuis le 1 avril 1996, le recours à garantie globale est interdit dans tous les Etats membres pour certaines opérations de transit communautaire externe couvrant les huit produits repris en annexe n°9 de la présente décision, à l'exclusion des marchandises communautaires.

Cette mesure temporaire s'applique jusqu'au 31/12/98 date à laquelle elle pourra être reconduite en vertu des dispositions de l'article [362](#) des DAC.

Ces dispositions s'appliquent aux marchandises non communautaires pour les quantités supérieures à celle figurant dans la troisième colonne de la liste (cf annexe n°9 de la présente décision).

Lorsque plusieurs des marchandises reprises aux huit positions de la liste sont transportées et regroupées sous le couvert d'un même titre de transit, elles sont exclues de la garantie globale lorsque le montant total des droits et taxes éventuellement dus excède 7000 écus.

Cette disposition s'applique également aux groupages comprenant des marchandises des positions [0402](#) (lait) et [1701](#) (sucre).

Dans le cadre des mesures prises par l'Allemagne la suspension de la garantie globale ne s'applique pas aux marchandises communautaires (article [310](#) des DAC). Il s'agit des marchandises communautaires circulant sous le régime du transit communautaire externe :

- qui ont fait l'objet des formalités douanières d'exportation en vue de l'octroi de restitutions à l'exportation vers les pays tiers dans le cadre de la politique agricole commune, ou
- pour lesquelles le remboursement ou la remise des droits à l'importation est subordonné à la condition qu'elles soient réexportées hors du territoire douanier de la Communauté ou placées en entrepôt douanier. sous tout autre régime douanier que la mise en libre pratique ou placées en zone franche ou en entrepôt franc, ou
- mises en libre pratique dans le cadre du régime du perfectionnement actif. système de rembours. en vue de leur exportation ultérieure sous forme de produits compensateurs et pour lesquelles une demande de remboursement est susceptible d'être présentée conformément à l'article [128](#) du CDC et que l'intéressé ait l'intention de la présenter, ou
- provenant des stocks d'intervention et soumises à des mesures de contrôle de l'utilisation et/ou de la destination et qui ont fait l'objet de formalités douanières à l'exportation vers les pays tiers dans le cadre de la politique agricole commune.

c) Modalités d'application

Les mesures de suspension temporaire de la garantie globale prises en application de l'article [362](#) des DAC concernent également les opérations effectuées par les expéditeurs agréés.

Les opérations pour lesquelles la suspension de la garantie globale est d'application doivent être couvertes par une Garantie isolée ou par une garantie forfaitaire. En ce qui concerne la garantie forfaitaire, il est rappelé que le bureau de départ exige autant de multiples de 7000 écus que cela s'avère nécessaire pour garantir la totalité des droits et taxes en jeu.

De plus, les dispenses de garantie accordées en vertu de l'article [95](#) paragraphe 3 du CDC ne sont pas applicables (cf. article [176](#) §2 des DAC) aux transports pour lesquels les dispositions d'interdiction de recours à la garantie globale ont été fixées par la Commission.

Ces dispositions s'appliquent *mutatis mutandis* dans le cadre du transit commun en application de l'article 3.4 bis de l'appendice II de la convention de transit commun.

ANNEXE IV

Cependant, le transit commun ne peut être utilisé, par la voie maritime, que s'il y a un contrat de transport unique et que le transport commence ou s'achève par une autre voie que la voie maritime (voie terrestre ou fluviale). C'est à dire uniquement si un titre de transit normal a été créé pour permettre l'acheminement jusqu'au port d'embarquement ou doit permettre l'acheminement jusqu'au point de destination après le port de débarquement. Il n'est utilisable que si un titre a été créé avant ou doit être créé après le transport maritime.

III - REGLES APPLICABLES AU DEPART DES PAYS DE L'AELE

1. Procédure T1

Sauf exception reprise au paragraphe ci-après, les marchandises doivent circuler sous le couvert d'un document T1 si le régime du transit commun est utilisé.

2. Procédure T2

Un document T2 ou un document équivalent (LVI, bulletin de remise TR revêtus du sigle T2, T2L) ne peut être utilisé au départ d'un pays de l'AELE que pour autant qu'il s'agisse de marchandises communautaires en retour, qu'elles soient restées sous surveillance douanière et que les conditions ci-après soient remplies:

2.1. Les marchandises doivent avoir été introduites dans l'AELE sous le couvert d'un document T2 ou d'un document équivalent établi dans un Etat membre de la Communauté. Une référence à ce document doit obligatoirement figurer sur le nouveau document établi dans l'AELE.

2.2. Les marchandises ne doivent pas avoir été placées sous un autre régime douanier que le transit l'entrepôt, ou avoir été importées temporairement en vue d'être présentées dans une exposition, foire ou manifestation publique analogue et n'avoir pas subi d'autres manipulations que celles qui étaient nécessaires à leur conservation en l'état ou consistant à fractionner les envois sans réemballage.

2.3. S'agissant des réexpéditions en suite d'entrepôt les conditions suivantes doivent en outre avoir été respectées

* la durée de l'entreposage ne doit pas avoir dépassé cinq ans (cette durée étant limitée à six mois pour ce qui concerne les produits relevant des 24 premiers chapitres du tarif des douanes);

* les marchandises doivent avoir été placées dans des emplacements réservés et ne pas avoir subi de manipulations autres que celles nécessaires à leur conservation en l'état ou consistant à fractionner les envois sans remplacer l'emballage;

les manipulations doivent avoir été effectuées sous surveillance douanière.

2.4. Cependant lorsque les marchandises sont exportées sans régime de transit par exemple par air, les pays de l'AELE ne peuvent pas émettre un document T2 dans la mesure où il n'y avait pas de document précédent.

En conséquence, la réexpédition doit être effectuée sous le couvert d'un T1.

IV DISPOSITIONS LORS DU RETOUR DE MARCHANDISES REEXPEDIEES VERS LA COMMUNAUTE

1. Cas général

Afin de déterminer, dans l'Etat membre de destination, s'il s'agit d'une livraison-acquisition intracommunautaire interrompue dans le pays de l'AELE ou d'une réimportation à la suite d'une exportation définitive ou d'une exportation temporaire de la Communauté les règles suivantes doivent être observées:

* les marchandises ainsi que le document T2 ou document équivalent doivent être présentés au bureau de douane de destination pour mettre fin à l'opération de transit.

* il appartient à ce bureau de douane de déterminer si les marchandises peuvent être libérées immédiatement ou si elles doivent être placées sous

ANNEXE V

| Parties contractantes | Pays avec lesquels peut être établie une opération de transit TIR |
|---|--|
| Afghanistan | |
| Albanie | Albanie |
| Algérie | |
| Allemagne | Allemagne |
| Arménie | |
| Autriche | Autriche |
| Azerbaïdjan | Azerbaïdjan |
| Bélarus | Bélarus |
| Belgique | Belgique |
| Bosnie-Herzégovine | |
| Bulgarie | Bulgarie |
| Canada | |
| Chili | |
| Chypre | Chypre |
| Croatie | Croatie |
| Danemark | Danemark |
| Espagne | Espagne |
| Estonie | Estonie |
| Etats-Unis d'Amérique | |
| L'ex-République yougoslave de Macédoine | L'ex-République yougoslave de Macédoine |
| Fédération de Russie | Fédération de Russie |
| Finlande | Finlande |
| France | France |
| Géorgie | Géorgie |
| Grèce | Grèce |
| Hongrie | Hongrie |
| Indonésie | |
| Iran (République islamique d') Iran | (République islamique d') |
| Irlande | Irlande |
| Israël | Israël |
| Italie | Italie |
| Jordanie | Jordanie |
| Kazakhstan | Kazakhstan |
| Koweït | Koweït |
| Lettonie | Lettonie |
| Liban (à compter du 25 mai 1998) | |
| Lichtenstein | Lichtenstein |
| Lituanie | Lituanie |
| Luxembourg | Luxembourg |
| Malte | |
| Maroc | Maroc |
| Norvège | Norvège |
| Ouzbékistan | Ouzbékistan |
| Pavs-Bas | Pays-Bas |
| Pologne | Pologne |

| | |
|-----------------------|-----------------------|
| Portugal | Portugal |
| République de Corée | |
| République de Moldova | République de Moldova |
| République tchèque | République tchèque |
| Roumanie | Roumanie |
| Royaume-Uni | Royaume-Uni |
| Slovaquie | Slovaquie |
| Slovénie | Slovénie |
| Suède | Suède |
| Suisse | Suisse |
| Tadjikistan | |
| Tunisie | Tunisie |
| Turkménistan | |
| Turquie | Turquie |
| Ukraine | Ukraine |
| Uruguay | |
| Yougoslavie | |

| | |
|---|---|
| <p><u>Bulletin officiel des douanes</u></p> <p>COLIS POSTAUX ET ENVOIS DE LA POSTE AUX LETTRES</p> | <p>BOD n° 6297 du 14 octobre 1998 texte n° 98-187 nature du texte : DA du 7 octobre 1998 classement : F.2131 RP : Colis postaux et envois de la poste aux lettres bureau : E/3 nombre de pages : 2 diffusion : NOR : BUD D 9800.187 S mots-clés : Colis</p> |
| <p>Date d'entrée en vigueur du texte : immédiate</p> <p>Date de caducité du texte :</p> <p>Références :</p> <p>- Règlement particulier, EVP, annexe XVII.</p> <p>Texte abrogé :</p> <p>Texte modifié :</p> <p>- texte n° 97-168 - DA du 10.06.97 - (I.30 I-31) -</p> <p>- Bureau E/3 - BOD n° 6186 du 21.06.1997</p> | |

REPERTOIRE DES ENTREPRISES FRANCAISES

DE VENTE PAR CORRESPONDANCE

PROCEDURE D'ABONNEMENT DE DEDOUANEMENT

Répertoire numérique des agréments accordés aux entreprises bénéficiaires de la procédure

Texte n° 97-[168](#) -DA du 10.06.97 - (I.30 I-31) - Bureau E/3 - BOD n° [6186](#) du 21.06.1997.

DECISION D'AGREMENT

| |
|--|
| |
|--|

| Numéro d'agrément | Nom ou raison sociale et adresse de l'entreprise | Nature des marchandises | Nature des envois | Bureau de domiciliation | Dispositions particulières |
|-------------------|---|-------------------------|-------------------|-------------------------|----------------------------|
| 5 | MATY Boulevard Kennedy 25040 BESANCON CEDEX | Bijouterie | CP EVP | BESANCON CRD | |

| | |
|--|---|
| <p><i>Bulletin officiel des douanes</i></p> <p>AVIS DE VENTE EN DOUANE</p> | <p>BOD n° 6297 du 14 octobre 1998 texte n° 98-188 nature du texte : AVIS du 7 octobre 1998 classement : C.7 RP : Recette régionale : Champagne-Ardenne nombre de pages : 2 diffusion : NOR : BUD D 98.00188 V mots-clés : Vente</p> |
| <p>Date d'entrée en vigueur du texte :</p> <p>Date de caducité du texte :</p> <p>Référence :</p> <p>Texte abrogé :</p> <p>Texte modifié :</p> | |

AVIS DE VENTE EN DOUANE

Les usagers sont informés qu'une vente aux enchères publiques de véhicules automobiles, motocyclettes et bicyclettes provenant de confiscations ou d'abandons aura lieu le **jeudi 5 novembre 1998 à 14 heures dans le local situé 1, rue Jules LOBET 08000 VILLERS SEMEUSE.**

| MARQUE | TYPE | PUISSANCE | ENERGIE | ANNEE | KM |
|-----------------|--------------|------------|---------|-------|----------|
| VW | GOLF | 04 cv | Diesel | 1990 | 97.252 |
| PEUGEOT | 205 GTI | 08 cv | Essence | 1984 | 48.000 |
| FORD | SIERRA | 07 cv | Essence | 1986 | 126.000 |
| PEUGEOT | 205 | 04 cv | Essence | 1992 | 89.346 |
| OPEL | KADETT | 06 cv | Essence | 1988 | 163.000 |
| NISSAN | SERENA | 08 cv | Diesel | 1993 | 24.820 |
| FIAT | UNO | 06 cv | Essence | 1988 | 75.415 |
| OPEL | CORSA | 04 cv | Essence | 1991 | 101.000 |
| OPEL | CORSA | 07 cv | Essence | 1995 | 45.000 |
| OPEL | CORSA | 06 cv | Essence | 1992 | 50.691 |
| ROVER | 820 | 09 cv | Essence | 1988 | 125.000 |
| FORD | FIESTA | 05 cv | Essence | 1983 | >100.000 |
| ALFA ROMEO | GTV | 10 à 12 cv | Essence | 1986 | 141.000 |
| CITROËN | XM Turbo D12 | 06 cv | Diesel | 1992 | 181.238 |
| VW | PASSAT | 08 cv | Essence | 1989 | 194.734 |
| VW | GOLF | 04 cv | Diesel | 1989 | 172.989 |
| NISSAN | SUNNY | 6 à 8 cv | Essence | 1994 | 108.041 |
| SUZUKI | 1100 GSX-R | 11 cv | Essence | 1989 | 19.756 |
| Harley Davidson | DYNA GLIDE | 12 cv | Essence | 1988 | 19.438 |
| VTT | GIANT | Adulte | | | |

| | | | | | |
|-----|--------------|--------|--|--|--|
| VTT | Grand orient | Adulte | | | |
| VTT | CIERO | Adulte | | | |

EXPOSITION PUBLIQUE

le jeudi 5 novembre 1998 de 9 heures à 12 heures
sur les lieux de la vente

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à :

RECETTE REGIONALE DES DOUANES

25, rue Gutenberg

BP 2723

51056 REIMS CEDEX

Téléphone : 03.26.04.89.10

Télécopie : 03.26.04.89.11